

Stewart Michael, *The Age of Interdependence : Economic Policy in a Shrinking World*. Cambridge (Mass.), The MIT Press, 1984, 202 p.

Roger Dehem

Volume 16, numéro 1, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701809ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701809ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dehem, R. (1985). Compte rendu de [Stewart Michael, *The Age of Interdependence : Economic Policy in a Shrinking World*. Cambridge (Mass.), The MIT Press, 1984, 202 p.] *Études internationales*, 16(1), 173–174.  
<https://doi.org/10.7202/701809ar>

COFACE est bien supérieure aux autres, ce qui pourrait être important pour la concurrence internationale du Canada.

Les chapitres 17 et 18 concernent surtout les projets pétroliers et les chapitres 19 à 21 intéresseront d'abord les parrains songeant à se retirer d'un projet. Le chapitre 19 est le plus court du livre et contient une seule page sur les ventes et les fusions. Le chapitre 20 porte sur le rachat spéculatif des parts d'associés (*leveraged buy-out*) et le chapitre 21 termine le livre par une discussion sur les « *Employee Stock Ownership Trusts* ».

L'ouvrage contient un glossaire exhaustif et plusieurs annexes sur les normes américaines de comptabilité financière. Le glossaire sera utile à la plupart des lecteurs, mais ces normes n'intéresseront probablement que ceux qui sont tenus de les appliquer.

En résumé, le livre sera apprécié par les personnes attirées par le financement des projets. Il serait bon que sa prochaine édition s'adresse davantage aux lecteurs non américains et contienne une discussion des normes comptables des principaux pays, si elles diffèrent de celles des États-Unis.

Alfred L. KAHL

Faculté d'administration  
Université d'Ottawa, Canada

STEWART Michael, *The Age of Interdependence: Economic Policy in a Shrinking World*. Cambridge (Mass.), The MIT Press, 1984, 202 p.

Professeur à University College (Londres) et ancien fonctionnaire britannique, l'auteur fait le point de ce qu'il considère comme les grands problèmes de politique économique de notre époque, qu'il qualifie d'ère de l'interdépendance. Le sujet est évidemment d'une importance capitale, et le titre est attrayant et prometteur.

En réalité, le sujet est d'une actualité récurrente depuis plus d'un demi-siècle. L'interdépendance des nations a posé des limites et imposé des responsabilités extra-nationales

aux politiques nationales depuis les années vingt, alors que les gouvernements commençaient à manipuler activement les leviers de l'économie. Il est vrai que le degré d'interdépendance entre les économies nationales a augmenté sensiblement depuis lors, et surtout depuis une dizaine d'années.

L'auteur se place dans l'optique des années les plus récentes marquées par la grande récession de 1982-1983. Dès le premier paragraphe du livre, l'auteur constate que les gouvernements ont coutume d'agir de façon myope, en ne considérant que les effets de leurs décisions sur leur propre territoire, et cela dans un intervalle de temps de deux à trois ans. À partir de cette constatation difficilement contestable, le lecteur pourrait espérer voir enfin jaillir une lumière moins déformante que celle à laquelle les Keynesiens nous ont habitué depuis longtemps. Mais l'exposé qui suit ne tarde pas à décevoir complètement le non-keynesien, alors que l'auteur ressasse pour la n plus unième fois les lieux communs les plus conventionnels de la doctrine keynésienne.

L'exposé est élémentaire et quasi-vulgarisateur. Il commence par un chapitre sur « la politique macroéconomique traditionnelle », où l'ABC de la question est repris dans les termes habituels, en passant presque sous silence les problèmes cruciaux que ces politiques ont soulevé depuis qu'elles ont inspiré les gouvernements. L'auteur s'en prend ensuite tout naturellement au courant anti-keynesien qui s'est développé au cours des années soixante-dix. Il stigmatise la prétendue obsession de l'inflation, le peu de poids accordé au chômage, le dogme du budget équilibré, etc.

L'auteur met en évidence les effets externes des politiques nationales, en particulier de celles qu'il condamne, à savoir les politiques anti-inflationnistes récentes. Il montre, notamment, comment l'expérience socialiste française a été frustrée par ce qu'il considère comme un environnement déflationniste international causé par le Président Reagan et Madame Thatcher. Il semble condamner toute politique qui ne serait pas « expansionniste », c'est-à-dire qui ne viserait pas le plein emploi, la manipulation de la demande globale, en

dépôt des conséquences sur l'inflation. Il ne semble accorder aucun poids à cette dernière. Il va jusqu'à rendre l'Allemagne, dont la politique macroéconomique depuis 1950 a généralement été considérée comme un modèle, partiellement responsable de la déconfiture de Bretton Woods au début des années soixante-dix (p. 42).

Plutôt que de reconnaître ce qui est devenu une évidence depuis au moins dix ans, à savoir les conséquences inflationnistes de plus en plus graves de politiques « expansionnistes » à la Keynes, l'auteur ne reconnaît que le « biais déflationniste » des politiques macroéconomiques, du fait que toute initiative expansionniste de la part d'un gouvernement se voit rapidement frustrée par le déficit de la balance des paiements, et par l'attitude hostile des « milieux financiers » à son égard. Il ne fait aucune allusion aux réflexes syndicaux qui ont frustré les politiques des gouvernements travaillistes dans son pays.

Si l'on comprend que Keynes ait pu avoir une telle vision des choses au cours de l'entre-deux-guerres, on a peine à comprendre que ce même *a priori* puisse encore être exprimé quarante-cinq ans après le début de la grande inflation du XX<sup>ème</sup> siècle.

Le problème central ayant ainsi été défini en des termes keynesiens simplistes, la question se pose de savoir comment se défendre contre l'environnement soi-disant déflationniste. Deux solutions se présentent logiquement à l'esprit: la déconnexion nationale du réseau macroéconomique international, ou la coordination des politiques nationales dans le sens expansionniste. C'est d'ailleurs bien en ces termes que Keynes raisonna de 1930 à 1946.

L'auteur discute sans réticence du contrôle des changes qui permettrait de faire muser la production et l'emploi dans des voies plus autarciques. C'est ainsi que Hjalmar Schacht manœuvra l'économie allemande sous Hitler, et Sir Stafford Cripps l'économie britannique dans les premières années d'après-guerre. L'option « coordination » n'apporte rien de neuf, si ce n'est le vœu pieux d'utiliser davantage les forums existants, fort nom-

breux d'ailleurs, tous créés aux fins proposées à nouveau par l'auteur. Cette option se heurte, selon l'auteur, à l'obstacle des gouvernements plus soucieux, selon lui, de l'inflation que du chômage.

Dans un chapitre consacré à « l'avenir de l'emploi », l'auteur se penche sur les effets de la révolution électronique actuelle qui réduirait sensiblement la demande de main-d'œuvre. L'une des solutions proposées par l'auteur consisterait en l'expansion du secteur public.

Fort heureusement, l'auteur parvient à sortir de l'ornière désuète de la problématique macroéconomique des années trente, en consacrant trois chapitres intéressants aux problèmes à long terme soulevés au cours des années soixante-dix, à savoir la préservation de l'environnement, l'épuisement des ressources et l'énergie.

En conclusion, cet ouvrage pourra fasciner les non-initiés; mais il ne manquera pas de décevoir les lecteurs avertis.

Roger DEHEM

Département d'économie  
Université Laval, Québec

## DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

KILJUNEN, Kimmo, *Finish Aid in Progress: Premises and Practice of Official Development Assistance*. Helsinki, Institute of Development Studies, University of Helsinki, 1983, 74 p.

Cet ouvrage, publié par l'Institut d'Études sur le Développement de l'université d'Helsinki, veut introduire les lecteurs aux principes guidant l'aide finlandaise au développement, l'évolution et l'efficacité de celle-ci. L'auteur, chercheur à l'Académie finlandaise, fait un bref survol des fondements de la politique finlandaise d'aide depuis les années 50 avant de brosser un tableau rapide des montants d'aide bilatérale et multilatérale.